Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour consulter tous nos sujets d'annales et corrigés du Bac Général HLP + SES, veuillez visiter :
bac-hlp-ses.fr/annales-sujets-et-corriges

DISSERTATION S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE

PROPOSITION DE CORRIGÉ

Sujet : Comment le progrès technique favorise-t-il la croissance économique ?

Programme officiel : Science économique

Questionnements	**Objectifs d'apprentissage**
Quels sont les sources et les défis de la croissance économique ?	- Comprendre le processus de croissance économique et les sources de la croissance : accumulation des facteurs et accroissement de la productivité globale des facteurs ; comprendre le lien entre le progrès technique et l'accroissement de la productivité globale des facteurs. **-** Comprendre que le progrès technique est endogène et qu'il résulte en particulier de l'innovation.

Exploitation possible des documents :

Document 1	-Selon les années et les pays, les sources de la croissance contribuent différemment à la croissance économique. -En France, en 2016, par exemple, si la contribution de la PGF à la croissance du PIB est négative, en revanche, en 2017 et 2018, la contribution de la PGF est la plus forte (plus de la moitié de la croissance en 2017). -On retrouve aussi cette forte contribution de la PGF à la croissance dans les autres économies, certaines années, comme en Corée du Sud, ou en Allemagne et au Japon, -Si la PGF contribue fortement à la croissance du PIB, c'est parce que la combinaison productive y est efficace, cela provient de la mise en œuvre du progrès technique sous différentes formes (innovations de procédés, ou organisationnelles par exemple).
Document 2	- Il existe une forte corrélation entre l'évolution de la productivité horaire du travail et celle du PIB en France entre 1976 et 2016. - En tendance, les taux de croissance des 2 variables baissent et sont même négatifs certaines années (baisse du PIB en 1993, baisse de la productivité et du PIB en 2009). - En moyenne, quand la productivité augmente, le PIB augmente (entre 1988 et 1990), à l'inverse, quand le taux de variation de la productivité baisse, celui du PIB aussi (en 2009, il y a une évolution négative pour les 2 variables). - Les variations de la productivité horaire du travail expliquent donc celles du PIB (lien de causalité) : la productivité horaire du travail contribue donc à la croissance économique.
Document 3	- La part de la DIRD réalisée par les entreprises et les administrations publiques, en %, est différente selon les économies : en Espagne, la répartition est quasiment égale entre les entreprises et les administrations publiques dans le total des dépenses, alors qu'en Israël, la DIRD réalisée par les entreprises représentent 85% du total et 15% par les administrations publiques. - Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, la répartition est la suivante : 70% pour les entreprises, et 30% pour les administrations publiques.

	La DIRD financée par les entreprises est un signe de dynamisme économique. - On retrouve ainsi les deux formes de la DIRD : la DIRD privée, financée par les entreprises, et la DIRD publique, financée par les administrations publiques, qui toutes les deux contribuent à la mise en œuvre du progrès technique dans l'économie, en favorisant les innovations, la PGF et in fine la croissance économique. - Le progrès technique endogène accorde une importance déterminante au rôle des dépenses de R&D réalisées par les agents économiques, qui sont source d'externalités positives, à l'origine d'une croissance autoentretenue.
Document 4	-Exemple du secteur du numérique : activités de services (programmation et conseil en informatique par exemple). -Secteur dynamique en termes d'emplois et d'utilisation des TIC qui demande un haut niveau de qualification (activités de R&D par exemple). -Secteur où la main-d'œuvre est qualifiée (nombre élevé de chercheurs) et où le capital humain contribue fortement à la croissance économique et à la création d'entreprises.

Problématique possible :

Comment le progrès technique agit-il sur la croissance économique ? Par quels mécanismes les différentes formes du progrès technique favorisent-elles une croissance économique autoentretenue ?

Proposition de plan détaillé :

1) Le progrès technique constitue une source essentielle de la croissance économique	**2) Les différentes formes du progrès technique favorisent une croissance économique cumulative**
A) La contribution de la PGF à la croissance économique	**A) Les dépenses de R&D stimulent l'innovation**
• Le rôle de la PGF dans la croissance (document 1) : dans les économies présentées, la PGF est le premier contributeur de la croissance économique. • La corrélation entre l'évolution de la productivité horaire du travail et celle du PIB (document 2) : la productivité du travail suit le rythme de la croissance du PIB, la productivité du travail est donc un facteur de croissance économique.	• Le rôle des dépenses de R&D dans les gains de productivité (document 3) : importance de la DIRD privée et publique dans la mise en œuvre du progrès technique : stimulation des innovations, gains de productivité et croissance. • Le rôle des entreprises innovantes dans la croissance (document 4) : dans le secteur du numérique, la mise en œuvre du progrès technique nécessite des investissements massifs en capital humain.
B) Le progrès technique favorise la croissance de la PGF	**B) Le progrès technique est endogène et favorise une croissance autoentretenue**
• La croissance ne provient pas seulement de l'accumulation des	• L'accumulation des différentes formes de capital (au titre du

facteurs de production, il existe un résidu de la croissance. La PGF correspond à ce résidu qui mesure l'efficacité de la combinaison productive : ces gains de productivité proviennent de la mise en œuvre du progrès technique, incorporé au processus de production. • Les effets des différentes formes de l'innovation : les innovations de procédés et organisationnelles agissent directement sur la PGF et donc sur la croissance économique.	capital technique, public, humain et des dépenses de R&D) renforce aussi la PGF en favorisant les externalités positives, qui alimentent à leur tour le rythme de la croissance économique. • Le progrès technique favorise la croissance car il est endogène au processus de croissance économique : le progrès technique est mis en œuvre par les acteurs économiques et émane du processus de croissance lui-même. La croissance est donc un processus cumulatif et autoentretenu.

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation académique, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

ÉPREUVE COMPOSÉE A

PROPOSITION DE CORRIGÉ

Première partie **: Mobilisation des connaissances (*4 points*)**

À l'aide d'un exemple, vous montrerez comment les avantages comparatifs expliquent la spécialisation internationale.

Programme officiel :

Questionnements et objectifs d'apprentissage

Questionnements	**Objectif d'apprentissage**
Science économique	
Quels sont les fondements du commerce international et l'internationalisation de la production ?	-Comprendre le rôle des dotations factorielles et technologiques (avantages comparatifs) dans les échanges commerciaux et la spécialisation internationale.

Réponse possible :

Les avantages comparatifs peuvent expliquer la spécialisation internationale de plusieurs façons :
1) les pays se spécialisent dans la production où ils détiennent un avantage comparatif (avantage absolu le plus élevé ou le désavantage absolu le moins faible), en fonction de la productivité des facteurs de production des produits (avec l'exemple du Portugal, spécialisé dans le vin, et de l'Angleterre, spécialisée dans les draps) ;

2) ensuite, les avantages comparatifs proviennent de la dotation factorielle des pays, c'est-à-dire de l'abondance ou la rareté relatives des facteurs de production, travail et capital (abondance relative de travail en Chine, spécialisée dans des activités de main-d'œuvre ; abondance relative de capital en Allemagne spécialisée dans la production automobile) ;
-enfin, les avantages comparatifs peuvent provenir des dotations technologiques, c'est-à-dire de la capacité des économies à mettre en œuvre le progrès technique (l'économie américaine dans la filière du numérique).
La spécialisation internationale peut donc s'expliquer par les avantages comparatifs dont disposent les différentes économies.

On peut attendre 2 des 3 arguments.

Deuxième partie : **Étude d'un document** (6 points)
Sociologie et science politique
Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

Question 1 : À l'aide des données du document, vous comparerez le comportement des 18-24 ans à celui de l'ensemble de la population concernant les actions de lutte contre le réchauffement climatique. *(2 points)*

Réponse possible : À la question « parmi les actions qui pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre, y en a-t-il que vous mettez déjà à l'œuvre ? », les réponses des 18-24 ans montrent que leur implication dans les éco-gestes est globalement moins grande que l'ensemble de la population. Par exemple, 64% des 18-24 ans affirment trier les déchets contre 80% de l'ensemble de la population, soit une différence de 16 points de pourcentage. Cet écart monte à 20 points de pourcentage concernant l'item « veiller à acheter des légumes de saison ». Les 18-24 ans utilisent cependant davantage les transports en commun plutôt que la voiture (42% affirment les utiliser contre 33% pour l'ensemble de la population). Cette tranche d'âge est donc moins impliquée dans les éco-gestes que l'ensemble de la population.

Question 2 : À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous montrerez que certaines actions individuelles peuvent traduire une forme d'engagement politique. *(4 points)*

Réponse possible : Dans les sociétés démocratiques, l'engagement politique peut prendre des formes variées : le vote, le militantisme, le bénévolat dans une association ou encore la consommation engagée. Le document étudié montre que plusieurs des actions mises en œuvre par les personnes interrogées traduisent une forme d'engagement politique spécifique : la consommation engagée. Ainsi, « limiter la consommation de viande » de son foyer, « veiller à acheter des légumes de saison » ou encore « choisir des produits avec peu d'emballage » sont des exemples d'actions concrètes en faveur de l'environnement qui sont mises en place au travers des choix du consommateur.

La consommation engagée inscrit une démarche politique au cœur des choix de consommation. Elle peut consister par exemple dans le boycott ou la limitation de la consommation de certains produits (exemple : « limiter la consommation de viande », réduire l'utilisation de la voiture individuelle) ou dans une consommation motivée par des principes éthiques comme la protection de l'environnement ou la lutte contre différentes formes d'exploitation. Le boycott de certaines marques textiles, connues

pour faire appel au travail des enfants, constitue un autre exemple de consommation engagée.

Troisième partie **: Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire** ***(10 points)***

Sujet : **À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez en quoi l'approche en termes de classes sociales n'est pas toujours pertinente pour rendre compte de la société française d'aujourd'hui.**

Programme officiel :

Sociologie et science politique

Questionnement	Objectifs d'apprentissage
Comment est structurée la société française actuelle ?	Connaître les théories des classes et de la stratification sociale dans la tradition sociologique (Marx, Weber) ; comprendre que la pertinence d'une approche en termes de classes sociales pour rendre compte de la société française fait l'objet de débats théoriques et statistiques : évolution des distances inter- et intra-classes, articulation avec les rapports sociaux de genre, identifications subjectives à un groupe social, multiplication des facteurs d'individualisation.

Exploitation possible des documents :

Document 1	- Le document montre que le % de diplômés augmente depuis 1982-1984 parmi les employés et les ouvriers. - Cela traduit un accroissement des distances intra groupes sociaux, lesquels sont désormais moins homogènes du point de vue du niveau de diplôme. - Dans la catégorie « ouvriers qualifiés » et « employés non qualifiés », la part des diplômés de niveau supérieur et intermédiaire est proche.
Document 2	- La première partie du document évoque l'idée qu'il n'y a pas réellement de groupes sociaux fermés, mis à part les agriculteurs. Les frontières sont donc poreuses en lien avec les trajectoires sociales individuelles, ce qui contribue à un certain brassage des individus et à un brouillage des classes sociales. - L'individualisation des pratiques sociales met à distance les déterminations en lien avec les appartenances de classe. Les styles de vie, qui faisaient l'homogénéité des groupes, tendent à se diversifier.
Document 3	- Le document met en évidence les inégalités salariales entre les femmes et les hommes, de l'ordre de 16,8 % en faveur de ces derniers. Ces inégalités sont plus fortes chez les cadres ou chez les ouvriers. Ceci permet de montrer qu'une analyse en termes de genre révèle des inégalités au-delà de celles que l'on appréhende à partir d'une approche en termes de classes sociales. Ces deux dimensions peuvent donc être articulées pour avoir une meilleure compréhension des inégalités et, d'une manière générale, rendre compte de la société française.

Raisonnement possible :

La pertinence d'une approche en termes de classes sociales en ce qui concerne sa capacité à rendre compte de la société française fait l'objet de débats. Certains arguments permettent de considérer qu'elle serait moins pertinente.

Sous certains aspects, l'affaiblissement des distances inter-classes et l'accroissement des distances intra-classes atténuent les clivages de classes.

- La multiplicité des trajectoires sociales rend les frontières entre les groupes sociaux plus poreuses (Document 2, « *en dehors des agriculteurs, aucune catégorie socioprofessionnelle ne peut être considérée comme un groupe clos* ».) Le développement de la scolarisation de masse, l'augmentation du nombre d'emplois qualifiés, notamment dans le secteur tertiaire, sont en effet autant de phénomènes qui contribuent à réduire les distances inter-classes. La hausse des qualifications modifie ainsi les distances entre les employés et les ouvriers (Document 1)
- L'homogénéité et l'identité de la classe ouvrière est remise en cause par des processus de fragmentation économique et culturelle dans un contexte de désindustrialisation, de scolarisation allongée et de diffusion de nouvelles normes en matière de consommation et de pratiques sociales en général.

- La multiplication des facteurs d'individualisation et l'affaiblissement de l'identification à un groupe social.
  - L'individualisation des pratiques sociales met à distance les déterminations en lien avec les appartenances de classe. Les styles de vie, qui faisaient l'homogénéité des groupes, tendent à se diversifier (Document 2).
  - On constate que le sentiment d'appartenance à une classe sociale n'a pas disparu mais concerne désormais davantage qu'auparavant les catégories moyennes. La conscience d'appartenance au monde ouvrier est moins prégnante. L'identification subjective peut porter sur des aspects divers de la vie: les activités sportives, culturelles, associatives, la pratique religieuse, la vie conjugale...
- La prise en compte des rapports sociaux de genre
  - D'autres clivages doivent être pris en compte pour rendre compte de la société française. Les inégalités entre hommes et femmes sont manifestes par exemple dans le monde du travail ou en termes de salaires (document 3). Les inégalités salariales entre les femmes et les hommes sont de l'ordre de 16,8 % en faveur des hommes.
  - Les femmes sont confrontées à des difficultés pour s'élever dans la hiérarchie sociale. La probabilité statistique pour une femme d'être cadre est plus faible que celle d'un homme. Ainsi, au sein de l'entreprise, à niveau de qualification équivalent, celles-ci occupent moins souvent des postes caractérisés par de fortes responsabilités. Celle-ci sont plus fréquemment confrontées au temps partiel subi, à la pauvreté ou la précarité, que les hommes.
  - Ceci permet de montrer qu'une analyse en termes de genre révèle des inégalités au-delà de celles que l'on appréhende à partir d'une seule approche en termes de classes. L'articulation de ces deux dimensions permet de rendre compte de manière plus pertinente de la société française.

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

ÉPREUVE COMPOSÉE B

PROPOSITION DE CORRIGÉ

Première partie : **Mobilisation des connaissances**
Science économique : Comment lutter contre le chômage ?

Question : (4 points)
À l'aide de deux exemples, vous montrerez que les politiques de flexibilisation permettent de lutter contre les rigidités du marché du travail.

Réponse possible :

- Les mesures de flexibilisation des salaires permettent aux entreprises d'adapter leurs coûts de production aux résultats économiques de l'entreprise. Des accords peuvent être signés entre les partenaires sociaux afin de permettre aux entreprises de geler les salaires en contrepartie du maintien des emplois dans l'entreprise.
- Les entreprises peuvent annualiser le temps de travail afin de permettre d'adapter la quantité de travail utilisée aux besoins de l'entreprise notamment en cas de baisse temporaire de l'activité.
- Les mesures qui consistent à faciliter les licenciements ou limiter les coûts inhérents aux licenciements (indemnités à payer suite à un jugement rendu par le tribunal des prud'hommes…) peuvent permettre d'inciter à embaucher.

Deuxième partie : **Étude d'un document** (6 points)
Sociologie et science politique
Quelle est l'action de l'École sur les destins individuels et sur l'évolution de la société ?

Question 1 : À l'aide des données du document, vous comparerez l'origine sociale des étudiants en CPGE avec celle des étudiants en écoles paramédicales et sociales. *(2 points)*

Réponse possible :
Nous pouvons constater que l'origine sociale des étudiants en CPGE est très différente de celle des étudiants en écoles paramédicales et sociales. En effet, 51,6% des étudiants en CPGE sont issus de la catégorie CPIS contre 23% des étudiants en écoles paramédicales et sociales. A contrario, 7% des étudiants de CPGE sont fils ou filles d'ouvriers contre 19% des étudiants des écoles paramédicales et sociales.

Question 2 : À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous montrerez que la démocratisation reste inachevée. *(4 points)*

Réponse possible :
La démocratisation est une situation où l'accès à une filière ou un niveau de diplôme donné ne dépend pas de l'origine sociale de l'individu. Pour que celle-ci soit effective, il faudrait donc que dans chaque filière, l'origine sociale des étudiants reflète la structure sociale. A la lecture de ce tableau, nous pouvons constater que la démocratisation reste inachevée.
Par exemple, les filières les plus prestigieuses et donnant accès à des emplois à responsabilité et bien rémunérés sont majoritairement choisies par des étudiants issus

des catégories sociales les plus favorisées. Ainsi, 62,5% des étudiants d'une ENS sont issus de la catégorie CPIS. Plus de 51% des étudiants en CPGE ou en écoles artistiques, d'architecture et de journalisme sont eux aussi issus des CPIS. Seuls 2,3% des étudiants des ENS sont fils ou filles d'ouvriers.

À l'inverse, des filières moins prestigieuses et moins rémunératrices comme celles du paramédical ou du social sont davantage choisies par des étudiants fils ou filles d'employés (31,6%) ou d'ouvriers (19%).

Troisième partie : **Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire** (10 points)

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les pouvoirs publics disposent de plusieurs instruments pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement.

Programme officiel :
Regards croisés

Questionnement	Objectif d'apprentissage
Quelle action publique pour l'environnement ?	**-** Connaître les principaux instruments dont disposent les pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement : réglementation, marchés de quotas d'émission, taxation, subvention à l'innovation verte ; comprendre que ces différents instruments présentent des avantages et des limites, et que leur mise en œuvre peut se heurter à des dysfonctionnements de l'action publique

Exploitation possible des documents :

Document 1	- La taxation est un instrument permettant de faire face aux externalités négatives sur l'environnement. - Plus la taxe est élevée plus la réduction des émissions de CO_2 est forte.
Document 2	- Le marché de quotas d'émission est un instrument dont dispose les pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement.
Document 3	- La subvention à l'innovation verte est un autre instrument qui permet aux pouvoirs publics de faire face aux externalités négatives sur l'environnement. Il complète les autres instruments (normes, écotaxes, marchés de permis d'émission). - Les gouvernements financent la recherche et l'innovation verte par la recherche publique ou les aides à l'innovation verte en faveur des entreprises

Raisonnement possible :

Les pouvoirs publics disposent de quatre instruments afin de lutter contre les externalités négatives sur l'environnement :

- Les normes ou mesures réglementaires sont un instrument juridique. Elles peuvent contraindre les agents économiques à limiter leurs consommations ou à adopter des systèmes de productions moins polluants. Elles sont facilement

et rapidement applicables. Le contrôle des mesures réglementaires est cependant coûteux.

- Le marché de quotas d'émissions compte sur les mécanismes de marché en limitant l'offre de droit à polluer. La puissance publique fixe les quantités d'émissions de GES. Les entreprises les plus vertueuses vendent aux entreprises ne parvenant pas à dépolluer leurs titres de droits à polluer inutilisés. Le prix de ces derniers encourage le changement de technologie. Plus le prix des droits à polluer est élevé, plus les entreprises sont incitées à produire en respectant l'environnement. Par exemple, l'année 2019 où la tonne de CO_2 était autour de 25 euros sur le marché européen du carbone était une période où l'incitation à dépolluer était plus forte pour les entreprises que la période 2015-2017 où la tonne de CO_2 était entre cinq et dix euros. (Voir document 2).
- La taxation, comme la taxe carbone, augmente le prix de certains biens ou ressources polluants. Elle intègre le coût social de certaines activités dans le coût privé, internalisant ainsi les externalités négatives. C'est le principe du pollueur-payeur. Plus cette taxe est élevée, plus l'incitation à adopter un comportement vertueux pour l'environnement sera forte. Par exemple, dans le document 1, nous constatons que taxer la tonne de CO_2 à hauteur de 35 euros réduirait les émissions de l'Arabie Saoudite d'environ 6,5%. Si cette taxe passe à 70 dollars la tonne, la réduction des émissions serait alors d'environ 10,5%.
- La subvention à l'innovation verte est un instrument à disposition des pouvoirs publics qui vient compléter les politiques environnementales « créant une demande pour les technologies vertes » (cf. doc 3) telles les mesures réglementaires, la taxation ou les marchés de permis d'émissions. Elle incite les entreprises à innover et à investir en faveur de l'environnement. En France par exemple, le Crédit Impôt Recherche (doc. 3) prend en charge via le crédit d'impôt, entre 30 et 40% des dépenses de recherche et développement.

Nous pouvons donc dire que les instruments à disposition des pouvoirs publics pour lutter contre le réchauffement climatique sont nombreux et variés.

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.